

Annexe B

Lignes directrices en vue de la délimitation des propositions de sites Natura 2000 au-delà de la mer territoriale

1) Références bibliographiques relatives aux rapports scientifiques du MNHN

> Rapport final sur les récifs

Aish A. & Lepareur F., 2014. Critères et principes directeurs pour l'extension du réseau Natura 2000 au-delà de la mer territoriale pour les récifs (1170). Rapport SPN 2014-14, Muséum national d'Histoire naturelle/Service du Patrimoine Naturel, 33 pages.

> Rapport final sur les récifs en Méditerranée

Méthodologie et recommandations pour l'extension du réseau Natura 2000 au-delà de la mer territoriale pour l'habitat « récifs » (1170) : Région biogéographique marine Méditerranée. Rapport SPN 2014.

> Rapport final sur les récifs en Atlantique

Méthodologie et recommandations pour l'extension du réseau Natura 2000 au-delà de la mer territoriale pour l'habitat « récifs » (1170) : Région biogéographique marine Atlantique. Rapport SPN 2014.

> Rapport final sur les oiseaux et mammifères marins

Extension du réseau Natura 2000 au-delà de la mer territoriale pour les oiseaux et mammifères marins. Rapport SPN 2014-30 Muséum national d'Histoire naturelle/Service du Patrimoine Naturel, 53 pages et annexes.

Ces rapports sont disponibles à l'adresse suivante :

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Designation-des-sites-Natura-2000.html>

2) Présentation des grands secteurs d'intérêt écologique au niveau desquels il convient de délimiter des propositions de sites Natura 2000

Sur la base des travaux du MNHN, il est retenu, au titre de la présente instruction, 20 grands secteurs d'intérêt écologique pour compléter le réseau Natura 2000 au-delà des eaux territoriales (Fiche 1 : Liste des grands secteurs d'intérêt écologique au niveau desquels il convient de délimiter des propositions de sites Natura 2000) :

- 12 grands secteurs pour les récifs (7 en Atlantique et 5 en Méditerranée) ;
- 8 grands secteurs pour les oiseaux et pour les mammifères marins (grand dauphin et marsouin commun) (6 en Atlantique et 2 en Méditerranée).

3) Passage des grands secteurs aux propositions de sites Natura 2000

> Critères de sélection des propositions de sites Natura 2000

La délimitation des propositions de sites Natura 2000 doit être fondée sur des critères et motivations scientifiques. Les exigences économiques et sociales pourront être prises en compte dans la délimitation des propositions de sites Natura 2000 dès lors qu'elles ne remettent pas en cause la représentativité des habitats au sein du réseau de sites Natura 2000 pour chaque région biogéographique marine concernée et que des risques d'impacts socio-économiques sont démontrés. Ces éléments seront ensuite vérifiés dans le cadre d'une évaluation de la suffisance globale du réseau de sites Natura 2000 en mer réalisée par région biogéographique par le MNHN.

Par ailleurs, les exigences économiques et sociales seront prises en compte dans la gestion des sites Natura 2000, lors de la définition des mesures de conservation des habitats et espèces, dans le cadre des documents d'objectifs.

> Délimitation des propositions de sites Natura 2000

Les grands secteurs identifiés intègrent les impératifs de représentativité et de cohérence du réseau Natura 2000, pour les trois types d'objets de protection : « récifs », « marsouins communs et grands dauphins », et « oiseaux marins ».

Répartition géographique des propositions de sites Natura 2000 :

Il convient donc de délimiter au moins une proposition de site Natura 2000 au niveau de chacun des grands secteurs, pour garantir la suffisance du réseau : au moins une pour les récifs au niveau de chaque grand secteur « récifs », au moins une pour les oiseaux marins au niveau de chaque grand secteur « oiseaux/mammifères marins », au moins une pour les marsouins et grands dauphins au niveau de chaque grand secteur « oiseaux/mammifères marins ».

Il est recommandé de discuter conjointement les périmètres des propositions sites « récifs » d'une part, et des périmètres de propositions de sites « oiseaux » et « mammifères marins » (grand dauphin et marsouin commun), d'autre part, car les populations de ces espèces sont très liées et doivent se concevoir dans le cadre d'unités écologiques fonctionnelles.

Les propositions de sites identifiées pour les récifs d'une part, et pour les mammifères marins (grand dauphin et marsouin commun) d'autre part, doivent ensuite être fusionnées lorsqu'elles couvrent des espaces identiques, pour tenir compte des contraintes juridiques liées aux arrêtés de désignation.

Taille des propositions de sites Natura 2000 :

Au titre de la présente instruction, il est essentiel de retenir, en tant que proposition de site Natura 2000, pour chacun des grands secteurs, les zones où de forts enjeux écologiques ont été identifiés.

Pour l'habitat « récifs », en Atlantique, les propositions de sites Natura 2000 dans les grands secteurs d'intérêt pour les récifs devront inclure une partie significative des canyons identifiés, dans l'ensemble des entités géo-morphologiques, pour assurer les fonctions écologiques des habitats interdépendants, ainsi qu'une part représentative du plateau continental identifié, pouvant intégrer les interfluves.

Pour la Méditerranée, compte tenu de la rareté des récifs, les propositions de sites Natura 2000 dans les grands secteurs d'intérêt pour les récifs tendront à inclure la totalité des canyons, des affleurements rocheux et des monts sous marins identifiés, dans l'ensemble des entités géo-morphologiques, pour assurer les fonctions écologiques des habitats interdépendants, ainsi qu'une part du plateau continental identifié, pouvant intégrer les interfluves (en dehors des grands secteurs « récifs » contenant des zones à enjeux « monts sous marins »).

Il est recommandé de conserver, dans les propositions de sites Natura 2000, une zone tampon autour de la zone à enjeux « récifs », pour tenir compte de la profondeur. Cette zone tampon est fonction de la profondeur de l'eau et de la longueur de chaîne déployée du chalut. Entre 200 à 500 m de profondeur, la zone tampon devrait s'étendre sur une distance équivalente à trois fois la

profondeur de l'eau. À des profondeurs supérieures à 500 m, la zone tampon devrait être de deux fois la profondeur (CIEM, 2013). Cette zone tampon sera incluse dans les propositions de sites Natura 2000 pour les récifs. Les grands secteurs d'intérêt pour les récifs identifiés par le MNHN intégrant cette notion de zone tampon autour de la zone à enjeux « récifs », les propositions de sites Natura 2000 ne devraient pas dépasser les limites des grands secteurs d'intérêt pour les récifs, une fois le tampon appliqué autour de la zone à enjeux « récifs ».

Pour les oiseaux et les mammifères marins (grand dauphin et marsouin commun), espèces mobiles, il est en particulier préconisé de retenir, dans les propositions de sites Natura 2000 les zones fonctionnelles pour les espèces (ex : talus, têtes de canyon, front de marées, panache de fleuve côtier) et les zones de plus forte concentration d'individus ou de plus forte biodiversité, identifiées au niveau des grands secteurs d'intérêt pour les oiseaux et les mammifères marins (grand dauphin et marsouin commun).

Dans des cas justifiés d'un point de vue écologique, le périmètre d'une proposition de site Natura 2000 pourra également comprendre des espaces situés en dehors du grand secteur, au vu de l'intégration de récentes données sur les espèces et sur les habitats et de discussions avec les experts et les acteurs de terrain (ex : recommandations issues des ateliers d'experts PACOMM des 3 et 4 novembre 2014 suite à l'intégration des variables environnementales liées à l'habitat d'espèces, voir Fiche 1).

L'appréciation de la suffisance du réseau Natura 2000 ne pourra se faire qu'une fois l'ensemble des propositions de sites Natura 2000 connues au niveau national. Elle se fera à l'échelle des régions biogéographiques en tenant compte des propositions de sites et des sites déjà existants et en différenciant les enjeux liés aux récifs, aux oiseaux marins et aux mammifères marins (grand dauphin et marsouin commun).

Concernant plus particulièrement la tortue caouanne en Méditerranée, en 2010, lors du séminaire biogéographique, la Commission européenne a considéré le réseau de sites Natura 2000 en mer français comme suffisant pour cette espèce. Aucun grand secteur dédié à la tortue caouanne ne sera donc proposé dans le cadre de cette procédure de désignation de sites Natura 2000 au-delà de la mer territoriale. Toutefois, la tortue caouanne devra, le cas échéant, être intégrée aux FSD des sites Natura 2000 proposés au titre de la directive « Habitats, faune et flore » dans le cadre de cette procédure de désignation de sites Natura 2000 au-delà de la mer territoriale.

> Format des propositions de sites Natura 2000

Il convient de définir des périmètres de propositions de sites Natura 2000 basés sur des lignes bien connues comme la bathymétrie, la limite des eaux territoriales, la limite de la zone économique exclusive, afin de disposer d'une identification simple des sites.

De manière à optimiser la gestion future des sites, il est recommandé d'envisager le regroupement, dans une seule proposition de site, de plusieurs zones séparées géographiquement mais présentant les mêmes enjeux de conservation.

4) Conséquence de la désignation de sites Natura 2000 au-delà de la mer territoriale en termes de gouvernance et de gestion

En vertu de l'article L.414-2 du code de l'environnement, lorsqu'un site Natura 2000 désigné comprend majoritairement des espaces marins, l'autorité administrative établit le document d'ob-

jectifs (DOCOB) et suit sa mise en œuvre en associant le comité de pilotage (COPIL) Natura 2000.

Afin de tenir compte des spécificités des futurs sites Natura 2000 au-delà de la mer territoriale, les COPIL ainsi que les DOCOB pourront être communs à plusieurs sites, si les enjeux de gestion sont similaires. L'AAMP assurera la gestion de ces sites Natura 2000 une fois désignés pour le compte du préfet maritime.

Concernant la prise en compte des activités de pêche maritime professionnelle :

Les activités de pêche maritime professionnelle seront prises en compte dans le cadre de l'élaboration des DOCOB des futurs sites Natura 2000, conformément à la circulaire du 30 avril 2013. Une analyse de risque de dégradation des habitats et des espèces d'intérêt communautaire par les engins de pêche maritime professionnelle sur chaque site Natura 2000 sera réalisée par l'opérateur du site Natura 2000 en partenariat avec les professionnels de la pêche. Cette analyse de risque permettra d'identifier si des activités de pêche maritime professionnelle travaillant sur un site Natura 2000 présentent un risque d'impact sur l'état de conservation des habitats et des espèces justifiant la désignation du site Natura 2000 et le cas échéant si des mesures de conservation sont nécessaires pour atteindre les objectifs du site. Le déploiement de la méthode d'analyse des risques de dégradation des habitats et espèces Natura 2000 par les engins de pêche maritime pourra être adaptée, en fonction des connaissances disponibles, le cas échéant, aux caractéristiques des sites Natura 2000 au-delà de la mer territoriale.

S'agissant des mesures de conservation elles-mêmes, en cas de risque d'impact significatif identifié sur un ou plusieurs sites Natura 2000, des mesures réglementaires d'encadrement des activités de pêche maritime professionnelle seront proposées, pour assurer que ces activités ne portent pas atteinte aux objectifs de conservation des sites concernés.

En particulier pour les récifs, au vu de la connaissance actuelle, des mesures de conservation réglementaires seront proposées en cas d'impact significatif. Ces propositions de mesures de conservation réglementaires seront adoptées conformément au règlement n°1380/2013 relatif à la Politique commune de la pêche (PCP) adopté le 11 décembre 2013 par le Parlement européen et le Conseil. Selon ce règlement, si d'autres États-membres ont un intérêt direct dans la gestion de l'activité de pêche (i.e. soit des possibilités de pêche, soit une activité de pêche) qui sera concernée par les mesures réglementaires proposées dans les futurs sites Natura 2000, un processus de concertation sera engagé entre les États-membres, afin d'aboutir à une proposition commune de mesures soumises à la Commission européenne. Ces mesures réglementaires seront ensuite adoptées par la Commission européenne par voie d'actes délégués, après consultation des conseils consultatifs régionaux (CCR) des pêches compétents. Cette procédure sera garante d'une équité de traitement entre les différents professionnels des États-membres sur ces zones.

Concernant les oiseaux et les mammifères marins (grand dauphin et marsouin commun), au vu de la connaissance existante sur les impacts liés aux captures accidentelles, il n'est pas envisagé à court terme de définir des mesures de conservation réglementaires (limitation d'activités) visant à garantir l'absence d'impact significatif sur ces espèces. Des incitations à l'amélioration des engins de pêche pourraient être privilégiées dans un premier temps pour limiter les captures accidentelles pour ces espèces. De plus, compte tenu de la taille des futurs sites, il conviendrait de mettre en œuvre des mesures différenciées selon les zones, les enjeux et les objets de cette gestion.

Concernant la prise en compte des projets d'énergies marines renouvelables :

Le décret n°2013-611 du 10 juillet 2013 relatif à la réglementation applicable aux îles artificielles, aux installations, aux ouvrages et à leurs installations connexes sur le plateau continental et dans la zone économique exclusive ainsi qu'au tracé des câbles et pipelines sous-marins définit la procédure applicable aux demandes d'autorisation pour la construction et l'exploitation d'ouvrages dans la zone économique exclusive. Dans ce cadre, une étude d'impact, intégrant une évaluation des incidences Natura 2000, sera établie dans les conditions prévues par les articles L. 122-1 et suivants du code de l'environnement.

Concernant la prise en compte des activités de transports maritimes :

Les activités de transports maritimes seront prises en compte dans le cadre de l'élaboration des DOCOB des futurs sites Natura 2000. Si des risques d'impact sur les habitats et espèces d'intérêt communautaire devaient être démontrés, les États membres concernés pourraient alors demander à l'Organisation Maritime Internationale d'envisager la désignation d'une zone maritime particulièrement vulnérable (ZMPV) comprenant le site (ou groupe de sites) Natura 2000 concerné. Au moment de la désignation d'une ZMPV, des mesures de conservation associées pourraient être adoptées par l'OMI pour prévenir, réduire ou éliminer la menace ou la vulnérabilité.

Concernant la prise en compte des activités de défense et de sécurité nationales :

Les activités de défense et de sécurité nationale seront prises en compte dans le cadre de l'élaboration des DOCOB des futurs sites Natura 2000. Si des risques d'impact sur les habitats et espèces d'intérêt communautaire devaient être démontrés, des propositions de mesures visant à limiter ces impacts pourraient être proposées, conformément au code de l'environnement, dans le respect des conditions opérationnelles des forces armées et en s'appuyant sur le référentiel technique relatif aux activités de la Défense nationale (AAMP, 2014).